

**ARRÊTÉ**  
**prorogeant le délai de fonctionnement**  
**d'une installation classée pour la protection de l'environnement**  
**SARL PORLEAU à PLUMIEUX**

Le préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu** la directive européenne 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;
- Vu** le code de l'environnement et ses annexes, notamment l'article R-181-48/R512-74 du code de l'environnement ;
- Vu** le code de justice administrative et son article R. 77-15-1-II ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Monsieur François GUILLOTOU de KERÉVER, préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102 et 3660, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 24 mai 2024 établissant le septième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 17 août 2011, modifié le 11 mai 2016, autorisant la SCA MORO à exploiter lieu-dit « Saint Léau » à PLUMIEUX, un élevage porcin de 1740 emplacements pour les truies ;
- Vu** l'accusé réception du 26 février 2025 pour la reprise de l'élevage porcin de la SCA MORO par la SARL PORLEAU ;
- Vu** la demande présentée le 23 janvier 2026 par la SARL PORLEAU, dont le siège social est situé ZI de Très le Bois, rue Monge à LOUDÉAC, afin de prolonger le délai de validité de l'acte préfectoral ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 6 mars 2026 ;

**Considérant** que le code de l'environnement prévoit en son article R. 512-74 alinéa II qu'en application de l'article L. 512-19, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, à la suite d'un constat de l'inspection des installations classées ou d'une information de l'exploitant.

**Considérant** que la SARL PORLEAU est conformément autorisée par arrêté préfectoral en date du 17 août 2011, modifié le 11 mai 2016 ;

**Considérant** que l'inspecteur a constaté un arrêt d'activité en date du 7 mars 2026 ;

**Considérant** que l'exploitant a le projet de rénover le site existant avec la déconstruction et reconstruction des bâtiments, ainsi que de modifier le nombre de truies présentes, qui sera de 1613 emplacements après projet, et qu'à ce titre il a fait une demande de prorogation de délai de caducité de son acte d'autorisation ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

#### **ARRÊTE :**

##### **Article 1<sup>er</sup> - Exploitant titulaire de l'autorisation**

La SARL PORLEAU, dont le siège social est situé ZI de Très le Bois, rue Monge à LOUDEAC, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de l'élevage porcin situé lieu-dit « Saint Léau » à PLUMIEUX.

##### **Article 2 - Nature des installations**

2.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	A	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	c)	A	Elevage intensif	Elevage de porcs	Nombre total d'emplacements pour les truies	> 750	1 place = 1 emplacement	<b>1740</b>	Emplacements

A : (autorisation)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

##### **2.2 - Situation de l'établissement**

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
PLUMIEUX	Porcin	YE	N° 91 et 109
		OF	N° 1603

### **Article 3 - Validité de l'autorisation**

Sauf reprise d'activité, dans les conditions d'exploitation déclarées d'ici le 31 décembre 2027 (nouvelle date de caducité), la présente autorisation cesse de produire effet.

### **Article 4 - Publicité**

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de PLUMIEUX pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de PLUMIEUX pendant une durée minimum d'un mois ;
- mise en ligne sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois ;

### **Article 5 - Délais et voie de recours**

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de RENNES (Hôtel de Bizien - 3 contour de la Motte - 35044 RENNES cedex) :

1° Par les exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour à la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif de RENNES peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux

:- d'un recours gracieux, adressé au préfet des Côtes d'Armor - Direction Départementale de la Protection des Populations - service PRE - 9 rue du Sabot 22440 PLOUFRAGAN ;

- d'un recours hiérarchique adressé à la ministre de la transition écologique - Direction Générale de la Prévention des Risques- Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 LA DEFENSE CEDEX

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés, à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci au préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours administratif ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au préfet et s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

#### **Article 6 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de PLUMIEUX et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

SAINT-BRIEUC, le 12 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Georges SALAÜN